26 août 2021 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU PREMIER MINISTRE D'IRLANDE

Micheál MARTIN

Tout d'abord, je voudrais dire que je suis vraiment très heureux aujourd'hui d'accueillir monsieur le Président Emmanuel MACRON à Dublin. Sa visite et notre échange cet après-midi attestent de l'amitié chaleureuse et de la coopération étroite entre l'Irlande et la France. C'est un très grand plaisir de vous accueillir monsieur le Président MACRON en ce lieu, Government Buildings, aujourd'hui. Une journée chargée, culturelle et économique, nous attend en plus de la réunion que nous venons de tenir et de la rencontre de ce matin avec le Président HIGGINS.J'espère que vous repartirez de Dublin avec de beaux souvenirs et nous sommes très reconnaissants de nous avoir aussi apporté une météo si agréable. Nous vous sommes vraiment reconnaissants pour cela et permettez-moi également de saluer chaleureusement la délégation qui accompagne le Président, les ministres Monsieur LE DRIAN, LE MAIRE, BEAUNE, le sénateur CONWAY-MOURET et le député HOLROYD. Vous êtes tous les bienvenus.

La France et l'Irlande sont liées par une amitié ancienne et profonde. C'est une amitié qui existe et évolue depuis des siècles, du refuge accordé par l'Irlande aux Huguenots français, à celui offert aux Oies sauvages par la France, en passant par l'inspiration tirée de la Révolution française, par les Républicains irlandais ou les liens culturels riches en particulier dans le domaine de la littérature que nous allons célébrer justement aujourd'hui. Ce sont aussi presque 5 décennies de partenariat étroit au sein de l'Union européenne. L'Irlande et la France ont toujours été solidaires. Les liens qui nous unissent sont profonds et n'ont jamais été aussi forts. Je suis fier monsieur le Président d'avoir l'occasion de les célébrer avec vous aujourd'hui. Nous venons d'avoir une réunion très utile et très chaleureuse. Nous avons discuté des excellentes relations qui existent entre nos deux pays et nous nous réjouissons à la perspective de les approfondir encore au cours des mois et années à venir. Nous saluons vivement le plan d'action franco-irlandais signé aujourd'hui par les ministres CONWAY et LE DRIAN qui décline un programme ambitieux de coopération dans un large éventail de domaines. Nous avons beaucoup à gagner en intensifiant notre travail commun. Et je salue en particulier l'engagement à renforcer la coopération dans les domaines de l'éducation et de la recherche ainsi que la promotion de la langue française ici et des études irlandaises en France.

La visite du Président se déroule à un moment important pour nos deux pays, pour l'Union européenne et pour le monde. Nous avons discuté de certaines des questions les plus pressantes touchant l'Union européenne et aux problématiques internationales au cours de notre réunion d'aujourd'hui. Naturellement, la situation extrêmement difficile et inquiétante en Afghanistan était très présente dans nos esprits. La France s'est montrée très présente à nos côtés en appuyant nos efforts visant à assurer le retour sans encombre des ressortissants irlandais et de leurs familles en mobilisant, pardon, également notre équipe sur le terrain à l'aéroport de Kaboul. Monsieur le Président, votre aide nous a été très précieuse. Merci beaucoup.

Nous avons également discuté de la Covid-19 qui reste un enjeu dans nos deux pays. Et à mesure que nous ressortons de la pandémie, garantir une reprise économique solide et socialement juste constituera une tâche prioritaire pour l'Union européenne, en particulier pendant la présidence française de l'Union au premier semestre de l'année prochaine. Nous avons discuté de la nécessité d'exploiter au mieux le nouveau et historique programme de relance européen "Nouvelle génération" pour permettre les transformations numérique et climatique dont dépendent notre bien-être et prospérité futurs. La reprise doit être robuste, inclusive et surtout durable. Comme l'établit clairement le rapport récent du GIEC, le changement climatique est d'ores-et-déjà une réalité dans toutes les régions du monde. Mais le rapport met également en exergue le fait que la capacité à changer le cours des événements par une action décisive se trouve désormais entre nos mains et c'est là le message que nous porterons à la COP 26 à Glasgow au mois de novembre. L'Union européenne doit continuer à faire preuve de leadership au niveau mondial dans le domaine du climat. Nous avons également discuté des relations de l'Union européenne avec le Royaume-Uni. Il est dans l'intérêt de tous de poursuivre un partenariat positif et constructif. Mais ce partenariat ne se concrétisera qu'avec des relations de confiance et la volonté de respecter les engagements pris. L'Union européenne fait preuve d'engagement, de patience et de créativité dans le travail de mise en œuvre de l'accord de retrait et du protocole. Avec la bonne volonté politique, je suis convaincu qu'il est possible de trouver des solutions sages à certaines des questions restant à résoudre dans le cadre du protocole. Le Président et moi-même soutenons pleinement l'équipe de l'Union européenne et

l'approche positive qu'elle utilise pour faire avancer ce travail.

A l'évidence, à la suite du Brexit, la France représente désormais le plus proche voisin de l'Irlande dans l'Union européenne. Il existe de nouvelles opportunités qui s'offrent à nous, à nos citoyens et nos entreprises dans ce nouveau contexte. Nous voyons déjà davantage d'exportations irlandaises acheminées directement vers d'autres pays de l'Union européenne via les ports français. Nous nous réjouissons à la perspective du Celtic Interconnector qui assurera la première connexion directe de transfert d'électricité entre l'Irlande et le continent. Et nous attendons aussi avec impatience le retour des touristes et des étudiants français en Irlande à mesure du retour à la normale. Avec derrière nous un passé commun solide, nous abordons désormais l'avenir ensemble. Et donc Président MACRON, Emmanuel, je voudrais vous remercier de nouveau pour votre visite en Irlande et je vous souhaite tout le succès possible pour le reste de votre visite ainsi que pour la future présidence française de l'Union européenne. Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Premier ministre, cher Micheál. Merci pour cet accueil chaleureux et pour nos travaux communs, pas uniquement aujourd'hui mais au cours des mois précédents. J'aimerais vous remercier au nom de toute ma délégation. Merci beaucoup Monsieur le Premier ministre, cher Taoiseach, pour cet accueil et les échanges que nous venons d'avoir. J'ai eu ce matin le plaisir de m'entretenir avec le Président HIGGINS, d'échanger avec lui sur l'Irlande contemporaine, et également avec plusieurs intellectuels et universitaires. Je tiens à le remercier chaleureusement pour cet accueil.

Le Taoiseach, à l'instant, vient de rendre compte de notre échange et de l'ensemble des sujets que nous avons couverts. Le premier, peut-être le plus brûlant d'entre eux, celui sur lequel je voudrais commencer est évidemment la question de l'Afghanistan. Au moment même où nous nous exprimons devant vous, la situation s'est profondément dégradée aux abords de l'aéroport militaire ; je veux ici saluer une fois encore l'engagement de nos équipes qui font le maximum pour pouvoir conduire à bien le travail dans lequel nous nous sommes engagés, celui de la solidarité internationale, du droit humanitaire et de la protection de nos ressortissants, des ressortissants de tous les pays amis, mais également de tous les Afghans et de toutes les Afghanes qui doivent être protégés en raison de ce qu'ils sont ou des combats qu'ils mènent. Depuis plusieurs jours, la France, avec d'autres alliés, fait le maximum dans cette situation. Nous continuerons de le faire aussi longtemps que les conditions seront remplies sur le site de l'aéroport. Au moment où je vous parle, nous sommes confrontés à cette situation extrêmement tendue qui nous conduit évidemment à nous coordonner avec nos alliés américains, mais appeler chacune et chacun à la plus grande prudence dans un contexte que nous ne maîtrisons pas, nous le savons. Néanmoins, je tiens ici à redire que c'est l'honneur de la France, depuis le début, de procéder à ces évacuations, de protéger et nous continuerons de le faire.

Les dernières heures ont été extrêmement difficiles et j'ai une pensée pour nos équipes, une pensée aussi pour toutes les familles et pour toutes celles et ceux qui sont en train d'essayer de protéger leur vie et de quitter le pays, alors même que plusieurs explosions aux abords de l'aéroport sont survenues dans les dernières minutes et les dernières heures. Sur le sujet de l'Afghanistan, nous avons évidemment une coordination très étroite, nous avons sur le terrain humanitaire et nous avons pu mener des opérations qui ont permis de ramener des ressortissants irlandais. Nous avons une coopération étroite aussi pour gérer les sujets qui seront à venir, en particulier les sujets migratoires ou sécuritaires. Et nous avons une coopération étroite au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, car nous aurons à définir dans les prochains jours et prochaines semaines, évidemment, le mandat des Nations unies dans le nouveau contexte afghan, et nos deux pays dans ce cénacle auront une coordination étroite.

Au-delà de la question afghane qui va imposer pour l'ensemble des Européens de profondément tirer les conclusions géopolitiques de cette situation et de renforcer cette autonomie stratégique qui est devenue existentielle pour l'Europe, nous avons évoqué plusieurs grands dossiers européens du moment. Le Taoiseach les a parfaitement résumés, je ne serai pas plus long, mais notre engagement climatique, essentiel, sur la base de la proposition faite par la Commission européenne à l'été dernier, nous allons travailler ardemment pour pouvoir le plus vite possible faire déboucher les premiers textes, et la présidence française de l'Union européenne doit permettre de faire avancer plusieurs des mécanismes inclus dans cette stratégie.

Ensuite, la poursuite de la lutte contre la pandémie, et sur ce volet, avec le Taoiseach, nous avons aussi un travail commun. L'Europe nous permet de vacciner nos populations ; je veux saluer les résultats remarquables sur le plan de la politique vaccinale de votre pays, et nous continuons d'avancer ensemble, à la fois pour mieux protéger nos populations, mais aussi pour porter une politique de solidarité dans le cadre d'ACT-A à laquelle nous tenons beaucoup. Troisièmement, la relance économique. Nous avons parlé évidemment du contexte macroéconomique qui suppose de continuer à accompagner l'innovation, l'offre industrielle comme nous le faisons dans nos pays, de continuer à avancer sur le plan de la coordination de l'Eurogroupe. Et je salue ici le Président de ce cénacle et la présence à ses côtés de son collègue, cher Pascal, nous aurons l'occasion, tout à l'heure, de retrouver une partie du monde des affaires et des startups irlandais. En la matière, nous avons

évidemment parlé en particulier du secteur du numérique où plusieurs projets sont en cours, et nous avons une volonté commune de faire avancer les choses. Mais aussi la manière de dessiner l'avenir de l'Union, alors que de nombreux citoyens participent à la Conférence pour l'avenir de l'Europe afin d'enrichir ce débat. Et nous nous sommes naturellement entretenus sur la future présidence française de l'Union européenne, qui débutera le 1er janvier prochain.

Dans ce contexte, nous avons également évoqué la situation depuis le départ du Royaume-Uni. Et je veux dire ici vraiment une chose très simple à tous nos amis irlandais. L'Europe depuis le début de ce référendum britannique a été unie et solidaire, et elle le restera jusqu'à la fin, n'en ayez aucun doute. Il n'y a aucun sujet mineur dans cette affaire. C'est une question existentielle pour la solidarité et l'unité de l'Union européenne. Nous ferons en sorte que les accords qui ont été signés après de longues négociations soient dûment respectés dans toute leur composante, qu'il s'agisse des accords de pêche, comme des protocoles bien connus. Pour le dire dans des termes plus familiers, nous ne vous lâcherons jamais. Notre force commune, c'est le marché unique, les règles mais aussi l'histoire et ce qui lie nos peuples et nos pays. Et pour moi, l'Union européenne est d'abord et toujours avant tout un projet politique, c'est à cet égard que nous sommes testés, nous serons là à vos côtés.

Nos échanges ont été denses et compte tenu de ce que je viens de dire, au-delà évidemment de notre relation et notre travail commun dans le cadre de l'Union européenne. La France est aujourd'hui devenue le voisin le plus proche de l'Irlande au sein de l'Union, ce qui va évidemment au-delà des projets qui existent depuis plusieurs années. Cela démultiplie notre volonté d'aller plus loin encore. Afin que cette amitié et entraide se poursuive, nous adoptons aujourd'hui un plan d'action conjoint pour la période 2021-2025. Je remercie nos ministres des Affaires étrangères qui ont coordonné ce travail et qui ont beaucoup travaillé, ainsi que le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, et j'évoquais nos ministres de l'Economie, des Finances. Soutenir la croissance durable, accroître les échanges commerciaux et la connectivité, développer l'économie numérique, renforcer les liens en matière d'éducation et de recherche, promouvoir la langue française et encourager le patrimoine culturel, toutes ces dimensions ont été couvertes. Vous avez parlé de l'interconnecteur celtique, projet phare s'il en est, dans le cadre de ses coopérations en matière d'énergie, pour mieux garantir notre sécurité énergétique. Nous avons des projets bilatéraux en matière de ville, d'agriculture, de pêche durable. Dans le domaine de l'économie numérique, nous souhaitons aller plus loin et nous aurons l'occasion au Guiness Enterprise Center de l'évoquer tout à l'heure. Nous voulons renforcer notre coopération grâce au partenariat entre Scale Ireland et Enterprise Ireland, avec la French Tech et la Banque publique d'investissement et le travail conjoint sur Scale-up Europe. Ce qui nous lie aussi et je le disais, c'est la culture et la langue. Ce sont nos valeurs qui sont portées par celles-ci : l'ouverture au monde, le multilinguisme, les droits de l'homme, l'égalité. Et nous nous engagerons pour ces enjeux majeurs pour l'Europe de la connaissance. La France est déjà le premier partenaire de l'Irlande dans le cadre du programme Erasmus et de nombreuses initiatives continueront de se développer. Je serai dans un instant à l'Université de Trinity pour échanger avec des étudiants. Mais le nouveau cadre de coopération bilatérale que nous signons aujourd'hui va nous permettre de renforcer la mobilité des professeurs en formation, la formation professionnelle, les partenariats, à l'image du nouvel accord de coopération entre plusieurs universités bretonnes et irlandaises. Je salue également le choix du Lycée français d'Irlande, qui sera inauguré dans un instant par le ministre. Je salue la présence également de nos parlementaires à ses côtés. Le choix donc du lycée français d'Irlande de porter le nom de Samuel BECKETT, ce fabuleux écrivain qui là aussi lie nos deux pays et nous avons eu l'occasion d'en parler tout à l'heure. Je pourrais encore citer l'architecture, l'écriture, le dessin parmi les bourses et les projets que nous avons sur le plan bilatéral, qui montrent la vitalité de cet agenda. Ce qui lie nos deux pays, ce ne sont pas simplement les économies et les échanges commerciaux, mais c'est l'amitié qui existe entre nos citoyens. C'est le poids de notre histoire. Ce sont deux âmes au fond qui se parlent. Voilà, Mister Taoiseach, ce que je voulais, en marge de votre propos, rajouter ici avant de vous remercier. Thank you so much.

Journaliste

Vous êtes contraint d'arrêter demain soir les évacuations d'Afghanistan, est-ce trop tôt ? Combien d'Afghans en danger n'auront pas pu être évacués et que comptez-vous faire pour ne pas les abandonner ? Est-ce qu'une ambassade va rester opérationnelle, ouverte, et avec un ambassadeur sur place ? Puis il y a des informations selon lesquelles il y a eu plusieurs explosions aux abords de l'aéroport, vous avez évoqué cette question dans votre propos liminaire, il y aurait des victimes, est-ce que vous avez des informations ? S'agit-il d'une attaque terroriste ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour toutes ces questions sur un sujet éminemment grave. D'abord, je n'ai pas plus d'informations que vous sur les explosions aux abords de l'aéroport. En effet, nous avons eu confirmation de ces explosions. Les circonstances sont encore extrêmement confuses. Donc, je serai ici très prudent et je n'ai aucun bilan humain à communiquer au-delà de ce qui est partagé par vos confrères qui sont sur place. Nous avons eu des échanges évidemment avec nos équipes, mais qui ne permettent pas d'apporter plus

avons eu des échanges évidemment avec nos équipes, mais qui ne permettent pas d'apporter plus d'information compte tenu du degré de confusion. Mais il est évident que la tension monte beaucoup. Nous connaissions tous ce risque depuis le début, compte tenu de la confusion qui règne à Kaboul et de la tension qu'il y a depuis le début au sein de l'aéroport militaire et les prochaines heures continueront d'être extrêmement risquées à Kaboul et à l'aéroport. Pour ce qui est de l'ambassadeur et des équipes, l'ambassadeur et l'ensemble de ses équipes, plusieurs autres Françaises, Français, les policiers, nos forces spéciales sont sur le site de l'aéroport militaire et ils ont vocation à quitter le territoire afghan dans les derniers vols que nous effectuerons en fonction justement, des créneaux qui nous seront donnés par nos alliés américains et donc dans les tout prochains jours. Compte tenu des raisons de sécurité, l'ambassadeur français ne restera pas pour le moment en Afghanistan. Il demeurera ambassadeur, ce qui veut dire que nous continuerons d'avoir un ambassadeur et une équipe, une ambassade, parce que nous ne reconnaissons pas un régime mais nous reconnaissons un pays et nous continuons à travailler avec un pays. Par contre, pour des raisons sécuritaires, il opérera depuis Paris durant le temps que nous jugerons nécessaire pour assurer pleinement la sécurité de celui-ci et compte tenu aussi des garanties que nous obtiendrons des talibans.

Sur la situation humanitaire, ce que nous avons pu faire ou nous en sommes et les prochains jours et prochaines semaines. Je veux d'abord dire que la France fait son travail humanitaire depuis des années à deux égards. La France, comme je l'ai rappelé le 16 août dernier à nos compatriotes, à la différence de beaucoup de nos alliés, s'est militairement retirée depuis décembre 2014 du théâtre afghan. Donc, nous ne sommes plus militairement engagés sous le conflit depuis cette date après 13 années d'implication. Depuis cette date, nous avons progressivement protégé celles et ceux qui nous avaient aidés ainsi que leurs familles lorsqu'ils s'étaient manifestés. Ceci nous a conduit à protéger environ 850 ressortissants afghans, ce qu'on appelle « les auxiliaires de l'armée française » avec leurs familles sur les dernières années. La deuxième chose que nous avons fait ces dernières années, c'est que nous avons reçu des réfugiés afghans qui se sont présentés, comme dans tous les pays d'Europe. Mais la France a été l'un des pays les plus sollicités et un des pays d'Europe qui apportent la protection asilaire la plus importante. Sur les 3 dernières années, nous avons eu environ 10 000 Afghanes et Afghans qui sont arrivés sur le sol français et ont fait une demande d'asile. Nous avons octroyé l'asile environ en moyenne par an à 7 000 Afghanes et Afghans. Je le dis dans le moment où nous avons ces débats, parce que la France a fait son devoir et n'a pas attendu cette crise du mois d'août 2021 pour le faire. Deuxièmement, après les déclarations des Etats-Unis d'Amérique, nous n'avons pas fait partie de celles et ceux qui pensaient que la situation pouvait s'améliorer. Nous avons donc anticipé les opérations d'évacuation des personnels locaux, de nos ambassades et de leurs familles. Cela nous a d'ailleurs parfois été reproché. Si vous vous en souvenez à l'époque, c'est-à-dire dès le mois d'avril et le mois de mai, et je m'en félicite, la France a, à ce moment-là, rapatrié pour leur sécurité environ 630 Afghanes et Afghans pour les mettre en sécurité sur le sol français. Nous avons eu raison de le faire. Ensuite, depuis qu'il y a une situation d'urgence, nous avons protégé environ 2 600 Afghanes et Afghans. Nous avons évacué 2 600 personnes, parmi lesquelles 125 Françaises et Français, 40 ressortissants non Français et donc toutes les autres personnes, plus de 2 000 étant des Afghanes et des Afghans qui étaient en situation de risque. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour accéder à ces personnes, pour les aider à ensuite aller de leur lieu de vie jusqu'à l'aéroport, et ensuite, pour les prendre en charge dans les vols que nous avons octroyés. Avec également un grand courage, et je veux le saluer ici de nos policiers français et des équipes qui restaient à l'ambassade de France, puisque nous avons procédé à une opération extrêmement délicate il y a maintenant quelques jours, qui a permis de protéger plusieurs centaines de personnes qui étaient encore à l'ambassade sans protection internationale par ailleurs.

Au moment où nous nous parlons, nous avons 20 bus avec des ressortissants binationaux et plusieurs personnes afghanes et afghans en danger que nous souhaitons pouvoir rapatrier. Plusieurs de ces bus sont dans la file d'attente dans la zone à l'extérieur de l'aéroport. Nous sommes confrontés au désordre, au chaos que j'évoquais tout à l'heure. Nous allons faire le maximum pour que toutes ces personnes que nous avons pu prendre en charge, mais qui ne sont pas arrivées dans l'enceinte de l'aéroport militaire, puissent y accéder et puissent être ensuite évacuées vers les Émirats arabes unis et la France. Ça représente plusieurs centaines de personnes en danger, encore. Je ne peux pas aujourd'hui vous garantir que nous arriverons à procéder à ces opérations parce que la situation de sécurité n'est pas sous notre contrôle. Nous allons continuer en lien avec nos alliés, tout particulièrement nos alliés américains, dans une discussion qui, de toute façon, s'est aujourd'hui construite sur le site de l'aéroport et à proximité avec les talibans, nous allons tout faire pour pouvoir les ramener. Ensuite, la France a fourni des certificats, des titres aux personnes que nous avons identifiées comme un risque pour aujourd'hui, pouvant rejoindre l'aéroport et être prises en charge, mais nous continuerons de le faire. Ce qui fait que nous allons construire, en lien avec nos alliés, les voies et moyens, après le 31 août, d'assurer des opérations humanitaires qui auront forcément une nature différente, qui seront plus ciblées. Mais pour continuer de protéger les magistrates, les magistrats, les avocates, les avocats, les journalistes, les intellectuels et toute personne qui est menacée en raison des combats qu'il mène et de ce qu'ils sont pour continuer à leur permettre de quitter le sol afghan. Ce sera évidemment une autre nature d'opération parce que nous n'aurons plus l'aéroport militaire et son contrôle, sa sécurité, et donc, nous allons construire cela avec en particulier nos alliés. C'est la discussion que nous avons eue il y a deux jours au G7. Nous verrons les options qui restent possibles. Il est trop tôt aujourd'hui pour que je puisse vous apporter une précision. Pour ce qui est en notre contrôle, nous avons fait passer ces titres, donc nous avons un suivi. Nous savons où sont ces personnes. Nous continuerons de le faire pour les personnes qui nous sont signalées. Ensuite, nous serons

dépendants des solutions qui se construiront sur place.

Journaliste

Monsieur le Président, vous avez dit au Président américain BIDEN que c'est une responsabilité morale d'évacuer tous les Afghans. Est-ce que cette responsabilité est remise en question par cette décision de ne pas prolonger le délai ? Est-ce que vous allez mettre la pression sur le gouvernement irlandais pour continuer à le faire ?

Emmanuel Macron

J'ai eu de nombreux échanges avec le Président BIDEN sur l'Afghanistan. Et permettez-moi de vous dire, vous savez, je ne reprendrai pas votre vocabulaire, vous avez parlé de trahison. Mais de fait, la situation n'est plus sous contrôle et je pense que personne ne s'attendait à une détérioration aussi rapide de la situation à Kaboul. Le Président BIDEN nous a confirmé à l'occasion de la réunion du G7 qu'il quitterait l'aéroport militaire et mettrait un terme à ces opérations le 31 octobre. Je pense que de facto, nous nous retrouvons tous dans une situation dans laquelle nous ne pouvons pas protéger tous les Afghans que nous souhaiterions protéger. Maintenant, notre responsabilité est de concevoir des solutions additionnelles, afin, dans les semaines et les mois à venir, de protéger ces personnes. Et je n'ai aucun doute sur les bonnes intentions compte tenu de la situation. Maintenant, quant à ce que nous voulons faire avec les Américains, travailler aussi dur que possible jusqu'au dernier moment pour mener autant d'opérations que possible, et nous assurer et garantir la situation de nos propres personnels. Deuxièmement, coopérer en termes d'accès humanitaire, de protection mais également en termes de migration et de coordination vis-à-vis du nouveau régime. Quant à votre question sur l'impôt sur les sociétés, il ne m'appartient pas d'exercer de la pression sur nos amis. Nous travaillons très bien ensemble. Nous coopérons. Je suis au courant du débat public organisé notamment par votre gouvernement et je pense que c'est un très bon signal. Je respecte totalement le modèle économique de l'Irlande et de ces dernières décennies. Et je pense que vous avez obtenu des résultats exceptionnels. Ce que vous avez réussi à faire au cours de ces décennies est exceptionnel, est unique et cela est reposé sur un modèle avec un niveau d'impôt sur les sociétés très bas. Maintenant, je crois que la situation est différente. Le monde post covid est nouveau et il va requérir premièrement une plus grande implication de l'Union européenne et des gouvernements afin d'aider les gens, d'accompagner les grands changements : changement climatique, santé, éducation. Et deuxièmement, une Europe plus forte et unie. La situation va donc sans doute exiger des changements en profondeur de nos modèles classiques, économiques, mais c'est à vous d'en décider. Ce n'est pas à la France qu'il appartient d'exercer une pression. Je pense néanmoins que le cadre de l'OCDE a un sens dans ce contexte et je pense que nous trouverons un bon chemin pour avoir un chemin, une méthode, un cadre commun et un taux commun. Et ça a un sens pour les entreprises, ça a un sens pour l'Union européenne. Cela a un sens en termes de coopération, pas uniquement entre les membres de l'OCDE, mais d'un cadre inclusif de plus d'une centaine de pays. Et je crois que les citoyens ne comprennent plus pourquoi lorsque vous êtes une PME, vous payez l'impôt, mais quand vous êtes une grande entreprise numérique, vous ne payez pas. Maintenant, nos citoyens souhaitent que le système change, et je pense que ce que nos techniciens, nos ministres et les équipes de l'OCDE sont parvenus à obtenir a un sens. Mais il nous appartient maintenant de retrouver le chemin commun, le changement qui conviendra pour l'Irlande et les autres Etats membres pour trouver une solution. Donc encore une fois, j'ai n'exerce aucune pression. Je travaille avec le Premier ministre irlandais.

Journaliste

J'ai une question pour tous les deux au sujet de l'initiative franco-allemande, du souhait franco-allemand de mettre en place un mécanisme de répartition pour l'accueil des réfugiés au sein de l'Union européenne. D'abord, monsieur le Premier ministre, est-ce que vous êtes favorable à cette idée ? Et quelle part seriez-vous prêt à prendre en termes d'accueil de réfugiés supplémentaires par rapport à ce que vous avez déjà annoncé ? Et monsieur le Président, très concrètement, où en est-on de cette initiative ? Avez-vous espoir qu'elle aboutisse vraiment ? Et si oui, sous quel délai ? Et puis, j'en profite pour vous demander aussi quelle est votre réaction aux critiques d'une partie de l'opposition en France qui vous accuse de naïveté sur ces sujets-là et qui vous reproche de faire passer au second plan la sécurité des Français ?

Emmanuel MACRON

Sur votre deuxième question, je vais être simple. Il y a une partie de la classe politique qui dit que nous sommes naïfs et une partie qui dit que nous sommes inhumains. C'est donc que nous devons être justes. Vous savez, il faut être guidé par ses principes et parler du réel et parler de ce qu'on connaît avec honnêteté. L'urgence est humanitaire. C'est ce que j'ai dit le 16 août aux Français, ce dont nous parlons. C'est ce sur quoi nos équipes sont menacées. Humanitaire. Est-ce que nous faisons de l'humanitaire naïf ? Non. Les personnes qui reviennent et qui sont protégées le sont car identifiées comme étant en risque. Mais elles sont surveillées, suivies, identifiées, prises en charge aussi par nos services de sécurité. Il n'y a pas de naïveté, mais nous devons faire notre devoir parce que ce sont des familles de femmes et d'hommes qui nous ont aidés. Ce sont des femmes

notre devoir parce que ce sont des familles de femmes et d'hommes qui nous ont aidés. Ce sont des femmes et des hommes qui prennent un risque en fonction de ce qu'ils sont dans un chaos complet.

Ensuite, le deuxième temps va être de gérer les sujets migratoires. Je vais revenir sur l'initiative européenne. Et puis, nous avons aussi à en tirer les conséquences géopolitiques. Il y a aucune naïveté. Et d'ailleurs, j'ai parlé de tout ça le 16 août dernier. Je comprends que chacun exprime ses sensibilités, mais je crois que nos compatriotes veulent que la France tienne son rang et son rôle moral et soit à la hauteur de ses devoirs, surtout à l'égard de celles et ceux qui l'ont aidée, qui l'ont servie en Afghanistan et ailleurs. Mais je pense que nos compatriotes aussi veulent être protégés, veulent qu'on continue la lutte contre le terrorisme que nous menons ardemment depuis plusieurs années et que, pour ma part, j'ai contribué à renforcer et compléter durant les 4 années et demi qui viennent de s'écouler. Et tout cela confirme l'organisation que nous avons collectivement retenue. Nous faisons les choses avec, je dirais, humanité et fermeté. Pour ce qui est de l'immigration, il y a plusieurs choses. Nous avons des Afghanes et des Afghans en Europe à qui plusieurs pays ont refusé l'asile. Ils ne peuvent plus retourner en Afghanistan. Comment les gérons-nous ensemble ? Première question que nous devons nous poser.

Deuxième question, nous avons de trop grandes différences en termes de protection, la France étant d'ailleurs un pays qui protège plus que d'autres. Nous devons nous coordonner pour aller vers un même type de protection d'asile, deuxième sujet qui nécessite une approche européenne. Troisième sujet, nous avons des pays voisins qui sont sous forte pression migratoire : Iran, Pakistan ou autres. Que nous sommes prêts à faire collectivement pour aider le Haut-commissariat aux réfugiés et les Nations unies pour qu'ils viennent en aide à ces pays, pour qu'ils prennent en charge ces réfugiés dans la région, pour éviter ensuite qu'ils aillent dans d'autres pays mais surtout qu'ils soient encore plus déstabilisés ? Et puis quatrième sujet, vous avez parfois des Afghanes et des Afghans qui sont évacués par des alliés, par exemple les Etats-Unis d'Amérique en évacuent dans des pays voisins de l'Europe et ils vont arriver en Europe. Comment faisons-nous ? Quand les Etats-Unis d'Amérique évacuent des Afghanes et des Afghans qui ensuite sont déplacés dans d'autres pays, que fait l'Union européenne ? C'est une question que nous devons nous poser en tant qu'Européens. Et je ne veux pas que nous subissions une pression migratoire, je n'ai jamais employé d'ailleurs des termes sur ce sujet qui étaient grandiloquents, on sait qu'il y aura des mouvements migratoires, il y aura des flux irréguliers parce que c'est un désordre et parce que c'est un pays qui est en guerre civile avec un régime violent. Il est important que nous apportions une réponse à cela. Tous ces sujets sont au cœur de l'initiative que nous avons prise avec l'Allemagne. Ce n'est pas du tout un texte où on va répartir les gens. C'est un texte qui définit des mécanismes communs pour pouvoir agir en Européens et ne pas subir. Ce texte fait l'objet d'un accord entre l'Allemagne et la France aujourd'hui. Nous l'avons échangé avec plusieurs partenaires, il a été transmis hier au conseiller du Taoiseach, nous en avons parlé dans l'esprit aujourd'hui, et nous allons travailler ensemble dans les prochains jours pour bâtir une solution avec plusieurs autres partenaires. J'ai eu un échange aussi avec le Premier ministre DRAGHI, le Premier ministre RUTTE et nous allons avancer sur cette base. Donc il y a déjà une base franco-allemande, mon souhait est que nous puissions l'élargir pour construire une solution européenne, qui répond très concrètement à ce que je viens d'évoquer mais qui n'est pas simplement une colonne avec un chiffre et un pays. Ca n'aurait pas de sens.

Micheál MARTIN

Pour ce qui est des réfugiés afghans, nous souhaitons répondre à ce besoin humanitaire de manière généreuse et nous le ferons. Nous voulons également garantir que lorsque les réfugiés arrivent dans notre pays, des capacités soient en place pour leur assurer une vie décente. En outre, nous souhaitons apporter notre soutien à la communauté afghane déjà présente en Irlande, sachant que parfois les membres de leur famille se trouvent encore en Irlande, en Afghanistan pardon. Et donc nous ferons de notre mieux pour répondre à cette crise humanitaire qui a cours actuellement en Afghanistan. Certains ont déjà commencé à revenir en Irlande. C'est en cours. Mais nous nous rendons bien compte que le défi est bien plus large et nous allons agir dans ce contexte avec le partenariat plus large européen pour appuyer ceux qui sont le plus à risque en Afghanistan. Vous avez par exemple des universitaires, des gens qui travaillent dans les médias et qui s'inquiètent beaucoup de ce qui peut leur arriver et ce qui peut arriver aussi aux femmes en particulier en Afghanistan. Il faut donc utiliser tous les moyens possibles pour protéger ces personnes, assurer le respect des droits fondamentaux, des droits de l'homme, des femmes, leur droit à l'éducation par exemple. Mais le plus efficace pour le faire, c'est la voie multilatérale, dans le contexte européen mais également dans le contexte onusien. Nous devons appréhender les défis humanitaires qui vont sans aucun doute se présenter de manière très stratégique et peut-être avec plus de perspicacité, avec une vision plus à long terme que dans le passé, éventuellement, pour traiter de ces difficultés liées aux migrations qui vont certainement se présenter. Je voudrais dire aussi, à propos de l'impôt sur les sociétés, que nous avons eu une bonne discussion à ce propos. L'Irlande a toujours été constructive dans ses relations multilatérales, travaillant avec les organisations comme l'OCDE. Nous avons toujours eu une coopération constructive avec l'OCDE et nous allons continuer à le faire. Une consultation est en cours à propos des propositions faites dans le cadre de l'OCDE à propos de l'impôt sur les sociétés ; nous avons certaines réserves à propos de certains aspects, mais le processus se poursuit et nous allons continuer à nous engager dans ce travail. L'économie irlandaise a également évolué et dans le cadre du plan d'action que nous avons adopté, il existe des engagements très forts vis-à-vis de la recherche et de l'éducation. Et ce qui va sans

doute représenter un changement radical par rapport aux années 60, c'est justement l'investissement dans l'éducation. Et l'Irlande n'est plus le même pays qu'alors, de ce point de vue, mais il existe encore de grands enjeux à surmonter pour nous et il ne fait aucun doute que nous allons continuer à nous engager dans ce processus, même s'il y a encore un petit peu de chemin à faire sur ce point. Merci.

Journaliste

Monsieur le Président, à propos de Sophie TOSCAN du PLANTIER qui est morte il y a 25 ans, la France a condamné le coupable, mais il ne sera pas extradé par l'Irlande. Que peut-on faire de plus pour sa famille ? Pourriez-vous peut-être, Monsieur le Président, répondre en irlandais, et parler de l'importance de la discussion d'aujourd'hui et de l'importance de cette discussion sur l'impôt sur les sociétés ?

Micheál MARTIN

D'abord, à propos du meurtre de Sophie TOSCAN du PLANTIER, ça a été un acte épouvantable, le meurtre d'une femme innocente et qui a fortement affecté toute la communauté de l'ouest de Cork, qui souffre encore de cet événement, de ces atrocités au sein d'une même communauté paisible. Et pour ce qui est de la famille de Sophie TOSCAN du PLANTIER, nous lui avons communiqué notre compassion, notre sympathie, et un documentaire a été publié, mais nous sommes bien conscients de l'énormité du traumatisme connu par cette famille. L'enquête est encore ouverte au sein de la police. Comme vous le savez, nous n'interférons pas avec les processus judiciaires, mais nous souhaitons que justice soit faite. C'est une tâche terrible sur un pays que ce genre d'événement. C'est une personne qui adorait venir à Cork, sa famille de même. J'aime beaucoup cette partie du pays moi-même, et c'est incompréhensible ce qu'il s'est produit cette soirée-là. C'est une histoire qui continue à toucher profondément la population irlandaise. Et même à ce stade, nous incitons vivement toute personne ayant des informations pouvant nous permettre de faire la lumière sur cette affaire, de nous les communiquer pour que justice soit faite. Merci.

Journaliste

Monsieur MACRON souhaiterait-il prendre la parole pour répondre à la question sur Sophie ?

Emmanuel MACRON

Je vais d'abord, évidemment, avoir une pensée pour l'ensemble de ses proches et sa famille. Le Taoiseach l'a rappelé un instant, c'est un terrible drame et il y a encore énormément, évidemment, de souffrances personnelles parce qu'il y a encore un procès en cours et un travail de deuil qui n'a pas pu s'effectuer. J'ai d'abord un mot, si je puis dire, personnel et humain pour toute la famille. Ensuite, sur le plan de la procédure, Sophie TOSCAN du PLANTIER est une victime française. Une information a été ouverte en France pour déterminer la cause de sa mort, et c'est dans ce cadre que la cour d'assise de Paris a jugé Ian BAILEY coupable de meurtre et l'a condamné par défaut à une peine de réclusion criminelle de 25 ans. Si l'intéressé consent à sa remise aux autorités judiciaires française, la condamnation sera alors non avenue et un nouveau procès pourra être organisé en sa présence. Ce qui n'a pas été possible compte tenu du fait qu'il n'a pas souhaité se soumettre à la justice française. Dans ce cadre-là, la Cour d'assises de Paris a délivré à l'encontre de M. BAILEY un mandat d'arrêt européen que la High Court de Dublin a refusé, à ce stade, d'exécuter. La Cour d'assises déterminera donc la réponse qu'il convient d'apporter à ce refus et nous devons laisser un temps au dialogue entre les juridictions. Le Premier ministre l'a dit à l'instant, c'est dans ce dialogue entre juridictions que la solution peut être trouvée. Et très clairement, la confiance mutuelle sera la clé de voûte de la construction d'une Europe de la justice. C'est cette confiance mutuelle entre nos juridictions qui doit nous conduire à trouver un chemin sur cette affaire criminelle, mais aussi bâtir une Europe de la justice qui seule permettra le plein respect des droits humains et la garantie d'une justice équitable et impartiale en Europe.